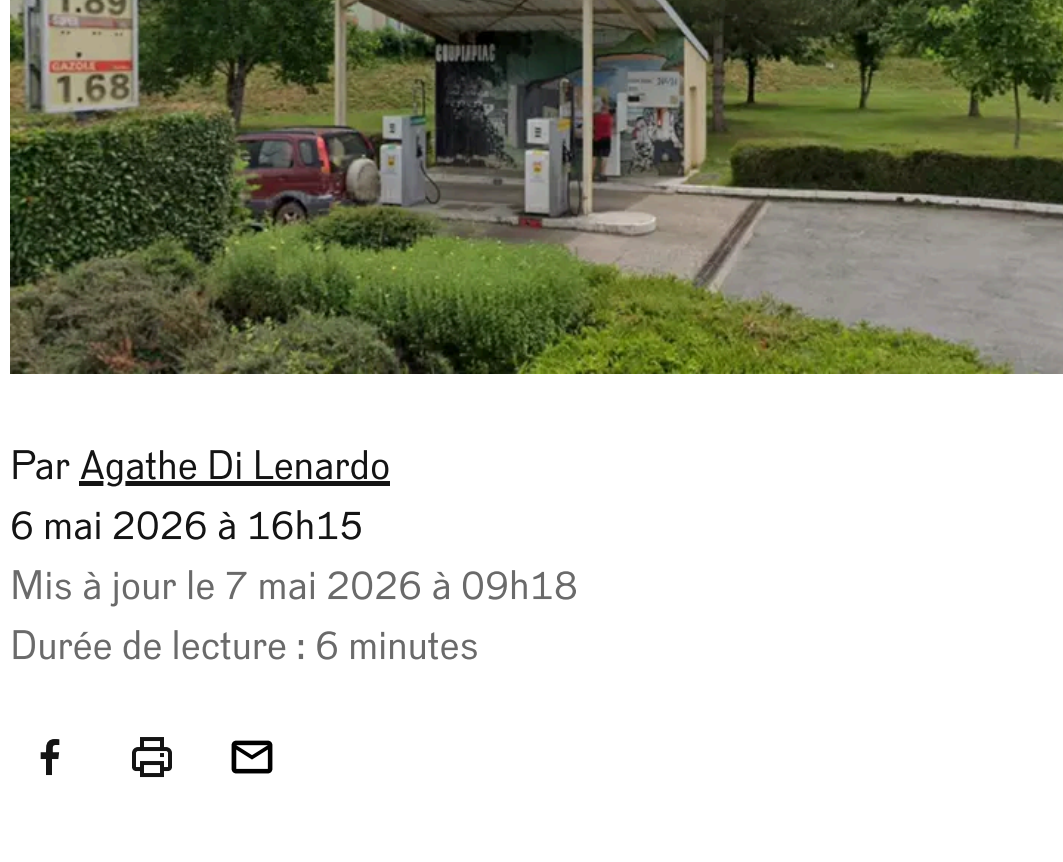


## Quotidien

# « On ne cherche pas à faire du bénéfice » : ces maires font des stations essence un service public

Par [Agathe Di Lenardo](#)

6 mai 2026 à 16h15

Mis à jour le 7 mai 2026 à 09h18

Durée de lecture : 6 minutes



**Alors que la France compte de moins en moins de stations-service, des communes rurales choisissent de les municipaliser. Le but : offrir un service de proximité abordable, et dynamiser l'économie locale.**

Ici, tout est à au moins 12 km : l'alimentation, la poste, le collège, le médecin, la gare... et la station-service.

Laurence vit dans une petite commune de Centre-Bretagne. Dans cette zone rurale, ça fait au moins une quinzaine d'années que les petites stations essence ont fermé. « *Il y en avait dans plusieurs villages aux alentours, se souvient-elle, mais elles n'étaient pas viables.* »

Des stations-service qui disparaissent, un peu partout en France, c'est la réalité que dépeint l'Observatoire des métiers des services de l'automobile dans [un rapport publié en mars](#) et commandé par l'organisation patronale Mobilians. Selon l'étude, 41 % des exploitants de stations essence indépendantes envisagent d'arrêter la distribution de carburant d'ici 2035. Soit près de 1 500, dont une large majorité se trouve en zones rurales et périurbaines.

Cette disparition progressive n'est pas nouvelle. Mais la situation inquiète Mobilians, qui craint que ces fermetures entraînent « *un allongement des distances d'accès au carburant* ». « *Chez moi, la disparition de la station n'a pas eu d'impact sur la possibilité de faire le plein*, explique Laurence, qui doit de toute façon se déplacer en voiture et en profite pour prendre de l'essence auprès des supermarchés, propriétaires de la majorité des stations restantes, souvent proches des villes. *Au final, je ne mets pas plus de temps pour y aller que des citoyens qui ont une station dans leur commune !* »

Sauf que les citoyens sont beaucoup moins dépendants du carburant que les habitants de ces territoires ruraux parfois isolés, où les alternatives à la voiture restent quasi inexistantes.

## « La station indépendante était beaucoup trop chère »

Aude aussi va faire son plein dans « *l'Intermarché du coin* ». Elle habite une petite commune de Lozère, où il n'y a qu'une seule pompe à carburant. Depuis un mois, celle-ci est en rénovation, obligeant les habitants à parcourir plus de 10 km pour chercher de l'essence. « *Il y a pire, mais c'est vrai qu'il faut anticiper un peu plus* », dit-elle.

Jusqu'en 2025, la ville comptait une autre station, indépendante, mais elle a fini par fermer. « *De toute façon, elle était beaucoup trop chère* », raconte Aude, qui comme beaucoup d'autres, préférerait se déplacer un peu plus loin pour payer un peu moins cher. La concurrence « *exacerbée* » de la grande distribution est d'ailleurs l'une des raisons majeures de la disparition des distributeurs indépendants, parmi d'autres facteurs comme des départs en retraite sans reprenneur ou une rentabilité limitée avec de faibles marges, rappelle Mobilians.

De l'essence à proximité qui coûte cher ou de l'essence plus abordable mais plus lointaine, tel semble être bien souvent le dilemme imposé aux habitants des zones rurales, pour ceux qui disposent encore d'une petite station de proximité. Même si pour beaucoup, le choix n'est pas difficile à faire : surveiller son porte-monnaie est souvent la priorité pour ces automobilistes habitués aux longues distances.

## Faire vivre l'économie locale

Et si on considérait la station essence comme un service public ? Des élus ont exploré cette piste pour éviter la double peine infligée à leurs administrés, qui ne peuvent pas se passer de la voiture. Partout en France, plusieurs communes rurales ont décidé de prendre elles-mêmes en charge une ancienne pompe à essence laissée à l'abandon, voire d'en créer une. L'objectif : rendre service aux habitants et dynamiser l'économie locale. « *Car nous, contrairement au privé, on ne cherche pas à faire du bénéfice* », assure Sébastien Thirouard, maire du Val-au-Perche, une commune nouvelle issue de la fusion de plusieurs villages en Normandie.

Quand la surface commerciale disposant des pompes a fermé en 2016, la ville, qui compte plus de 3 300 habitants et 2 000 emplois, s'est retrouvée sans station. Pour éviter les détours d'une dizaine de kilomètres, les élus ont décidé de financer eux-mêmes une station-service qui a vu le jour en 2019. Trois ans plus tard, un Carrefour Express s'est finalement installé sur le territoire... avec ses pompes à essence. La station municipale, seule à disposer de pompes pour les camions, est cependant restée essentielle pour les chauffeurs des nombreux poids-lourd qui transitent chaque jour — ils constituent aujourd'hui près de 70 % des clients selon le maire.

## « Le jour où on perd un service, on perd tous les autres »

Comme c'est le cas dans les autres stations-services, les marges y sont très faibles — de quoi assurer les frais de fonctionnement et rembourser l'éventuel prêt. Résultat, le prix de l'essence est en moyenne équivalent à celui des stations de la grande distribution. Même si actuellement, en pleine crise énergétique liée à la guerre au Moyen-Orient, les prix sont exceptionnellement plus élevés : ces stations communales ne peuvent pas vendre à perte contrairement à la grande distribution.

« *C'est un service essentiel de mon village* », décrit fièrement Élian Sayssnet, maire de Coupiac, dans l'Aveyron. La commune a été pionnière en France, avec sa station municipale datant de 1990. Sans cette dernière, les quelque 350 habitants du village et ceux des alentours devraient parcourir plus de 20 km pour chercher de l'essence. La station permet également de faire vivre les petits commerces locaux. « *Le jour où on perd un service, on perd tous les autres* », estime le maire, par ailleurs président de l'association des commerçants.

Car si les habitants faisaient le plein dans une station tenue par un supermarché d'une autre commune, il y a de grandes chances qu'ils en profitent pour y faire leurs courses, mettant à mal l'économie de leur village. David Quillévéry, responsable des finances à Le Mené, est du même avis. La commune des Côtes-d'Armor dispose non pas d'une, mais de deux stations gérées par la municipalité : « *Les élus ont raison d'y aller, ça rend un vrai service et l'investissement n'est pas colossal.* »

## Un maintien du modèle « tout voiture »

Mais, comme le rappelle la chercheuse spécialisée dans la mobilité en milieu rural Marie Huyghe, « *l'enjeu fort autour de la disparition des stations-service est un symbole de la dépendance encore très prégnante des territoires ruraux et de leurs habitants à la voiture et au pétrole* », en grande partie responsables du [changement climatique](#).

### Lire aussi : [Rouler en Zoé quand on habite à la campagne ? Notre journaliste fait le bilan](#)

Certaines disposent bien de recharges pour voitures électriques, mais l'utilisation de ce type de véhicule n'est pas envisageable pour tout le monde. « *Ici, peu de personnes pensent à passer à la voiture électrique*, explique Aude. *Car nous avons besoin de plus d'autonomie que ce que les voitures d'occasion peuvent proposer; et peu de personnes peuvent payer une voiture neuve, même avec les aides.* »

Alors, en attendant la mise en place de pistes cyclables sécurisées ou de transports en commun efficaces, les stations municipales se développent, témoignant de leur utilité sociale en milieu rural. Même si face à l'urgence écologique, elles ne constituent pas une solution viable sur le long terme.

### On ne va pas vous le cacher : à Reporterre, on est inquiets.

En France, l'extrême droite progresse dans de nombreuses villes et dans l'espace médiatique. Ailleurs, un néofascisme assumé gagne du terrain : l'extrême droite poursuit son ascension sur le continent américain, et pèse sur les décisions du Parlement Européen.

Ici, on rase des hectares de forêts, on bétonne des montagnes, on éventre des collines. Là-bas, on bombarde des sites pétroliers, on extrait, on fore toujours plus.

Le désordre est global mais ses conséquences sont toujours locales. Et la menace est écologique autant que démocratique.

Mais au milieu de la tempête, Reporterre garde le cap. Nous refusons de céder au sensationnalisme, à la panique et aux raccourcis.

Chaque jour, nous enquêtons, nous expliquons, nous documentons avec une ligne claire : informer plutôt qu'enflammer les esprits.

Chez Reporterre, il n'y a ni actionnaire, ni propriétaire, ni milliardaire : le média est à but non lucratif. **Nous sommes financés à 98% par 1,6% de nos lectrices et lecteurs.**

Concrètement, ça veut dire que :

- **Personne ne modifie ce que nous publions.**
- Nous ne cherchons pas à capter votre attention mais à **traiter les sujets qui méritent votre attention.**
- Nous pouvons laisser tous nos articles **en accès libre pour toutes et tous**, sans conditions de ressources.

Il n'y a pas d'action collective sans information libre. Et c'est grâce à vous qu'elle peut exister.

- 👉 **Un don d'1€, c'est déjà un geste fort.**
- 👉 **Un soutien mensuel nous permet d'investir, de financer des enquêtes, de penser dans la durée.**

En échange de votre don, pas de t-shirt, pas d'articles réservés.

Mais un journalisme **libre, rigoureux et accessible à tous, toujours.**

Ça vous prendra moins de 2 minutes.

Merci 

**Si vous en avez les moyens, choisissez un soutien mensuel. Merci.**

## Abonnez-vous à la lettre d'info de Reporterre

La Quotidienne

L'Hebdomadaire

L'Étincelle,  
la mensuelle 100%  
bonnes nouvelles

Courriel

Valider

### Après cet article

Transports

**Hausse des prix de l'essence : « un surcoût de 120 euros par mois » pour les ménages ruraux**

Quotidien

Transports

## Sur le même thème

Reportage – Santé

**« Sans ce bus, je n'aurais pas consulté » : des gynécologues mobiles en plein désert médical**

Alimentation

**Fruits et légumes découpés : deux bonnes raisons de ne pas en acheter**

Guide pratique

**La pompe à chaleur vaut-elle le coup ? Les 4 choses à savoir avant d'investir**

Reportage – Quotidien

**Des tomates importées par cargo : la Polynésie face à l'extrême dépendance alimentaire**

Quotidien

**« On ne cherche pas à faire du bénéfice » : ces maires font des stations essence un service public**

Quotidien

**Sophie la girafe, la « pirouette » du made in France fabriqué en Chine**

Quotidien

**Des cosmétiques toxiques autorisés encore 15 mois dans les magasins**

Quotidien

**Le gouvernement veut réautoriser la location des passoires thermiques**

## Articles récents

Climat

**« Un cercle vicieux » : comment le renforcement des vents aggrave la fonte des glaces**

Pêche

**Un navire-usine XXL va engloutir 400 tonnes de poissons par jour**

JO 2030

**JO 2030 : le coût environnemental des Jeux est « un angle mort », selon Matignon**

Justice

**Mégabassines : Julien Le Guet condamné à six mois de détention sous bracelet électronique**

Entretien – Transports

**Crise de l'aérien : « Il faut plafonner le nombre de vols »**

Reportage – Monde

**« Nous sommes constamment menacés » : la difficile lutte des activistes écologistes au Pakistan**

Reportage – Santé

**« Sans ce bus, je n'aurais pas consulté » : des gynécologues mobiles en plein désert médical**

Santé

**Traitements « miracles » pour perdre du poids : l'État condamne deux labos... sans agir contre la malbouffe**

À propos de *Reporterre*

*Reporterre* est un média indépendant dédié à l'écologie sous toutes ses formes. Le journal est géré par une association d'intérêt général à but non lucratif, et n'a donc pas d'actionnaire. Il emploie une équipe de journalistes professionnels, et de nombreux contributeurs. Le journal est en accès libre, sans publicité, et financé à 98% par les dons de ses lectrices et lecteurs.

En savoir plus

Rédaction

Reporterre

16 bd Jules Ferry

75011 Paris

Contacter Reporterre

Une question ? Consultez la FAQ

Les livres Reporterre / Seuil

RGPD

Recrutements

Conditions générales d'utilisation